



RAPPORT D'ACTIVITÉS

15 juin 2024 – 15 juin 2025*

**Bien que l'année financière de la CQCT commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin, la période couverte par ce bilan se conforme à l'échéancier du MSSS.*

1) PROGRÈS DE LA LUTTE CONTRE LE TABAGISME

Statistiques sur le tabagisme :

Les enquêtes les plus récentes mesurant le tabagisme au sein de la population québécoise incluent l'Enquête québécoise sur le tabac et les produits de vapotage — EQTPV (répondants de 15 ans et plus, ayant respectivement fumé et vapoté dans les 30 derniers jours) pour l'année 2023, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes — ESCC (répondants de 18 ans et plus, qui fument actuellement ou à l'occasion) pour l'année 2023 et le sondage Santé mentale, consommation de cannabis, tabagisme, vapotage et jeux d'argent en ligne de l'INSPQ (adultes québécois ayant fumé au cours des 30 derniers jours) pour l'année 2024. L'EQTPV estime le taux de tabagisme (répondants ayant fumé dans les 30 derniers jours) **chez les 15 ans et plus à 10,6 % en 2023, soit une baisse statistiquement significative** par rapport à 2020 (12 %). L'ESCC estime le taux de tabagisme à **11,4 % chez les 18 ans et plus en 2023**, ce qui représente une **baisse statistiquement significative** par rapport à 14,2 % en 2022, alors que la réduction est principalement alimentée par les 50 à 64 ans. Enfin, le sondage de l'INSPQ estime à **11,8 % en 2024 le taux de tabagisme chez les adultes québécois**.

Quant aux enquêtes les plus récentes mesurant l'usage des cigarettes chez les jeunes Québécois, elles incluent l'Enquête québécoise sur le tabac et les produits du vapotage — EQTPV (répondants de 15 à 17 ans ayant fumé au cours des 30 derniers jours) pour l'année 2023, ainsi que l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire — EQSJS (jeunes du secondaire, fumeurs quotidiens, occasionnels et débutants) pour l'année 2022-2023. Selon l'EQTPV, c'est **3,2 %** des 15-17 ans qui fumaient en 2023, pendant que la EQSJS indique que le taux de tabagisme **chez les élèves du secondaire était de 2,3 %**, soit avec une **baisse progressive qui se maintient** depuis plus d'une quinzaine d'années, alors qu'il était à 5 % en 2016-2017 et à 11 % en 2010-2011.

Bref, les indicateurs révèlent un taux de tabagisme qui poursuit sa baisse sur le long terme.

Statistiques sur le vapotage :

Les enquêtes les plus récentes mesurant le vapotage au sein de la population québécoise incluent l'Enquête québécoise sur le tabac et les produits du vapotage — EQTPV (répondants de 15 ans et plus, ayant fait usage de ces produits au cours des 30 derniers jours) pour l'année 2023, le sondage traitant de « Santé mentale, consommation de cannabis, tabagisme, vapotage et jeux d'argent en ligne » de l'INSPQ (adultes québécois, usage au cours des 30 derniers jours) pour l'année 2024,

l'Enquête canadienne sur la consommation de substances — ECCS (usage au cours des 30 derniers jours chez les 15 ans et plus) pour 2023, et l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes — ESCC (répondants de 18 ans et plus ayant fait usage au cours des 30 derniers jours) pour 2023. Selon l'EQTPV, **6,8 %** de la population 15 ans et plus vapotait en 2023. Selon le sondage de l'INSPQ, le taux de vapotage chez les **Québécois de 18 ans et plus** était de **7,7 %** en 2024. Selon l'ECSS, **8,9 %** des Québécois ayant 15 ans et plus vapotaient en 2023. Enfin, selon l'ESCC, **6,7 %** des 18 ans et plus au Québec vapotaient en **2023**. Lorsqu'il est possible de comparer ces taux à ceux du passé, il s'agit d'une augmentation.

En ce qui concerne les enquêtes les plus récentes mesurant le vapotage chez les jeunes Québécois, on trouve notamment l'Enquête québécoise sur le tabac et les produits du vapotage — EQTPV et l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire — EQSJS. Selon l'EQTPV, le taux de vapotage chez les 15 à 17 ans était de **14,5 %** en 2023 (comparativement à 18,0 % en 2020), et, selon l'EQSJS, le vapotage chez les jeunes du secondaire était de **15,9 %** en 2022-2023 (comparativement à 10,9 % en 2016-2017). Rappelons que le taux de vapotage chez les élèves dans les deux dernières années du secondaire (IV et V) **est systématiquement le plus élevé** que la moyenne de toutes les années de secondaire, avec un taux de 26,9 % comparativement à la moyenne de 19,5 % selon l'Enquête canadienne sur le tabac, l'alcool et les drogues chez les élèves — ECTAD de 2021-2022.

En somme, les données disponibles des deux dernières années confirment la popularité soutenue et l'usage répandu du vapotage de nicotine parmi les jeunes du secondaire.

Consommation de nicotine

L'introduction des sachets de nicotine (soit ceux vendus par Imperial Tobacco) sur le marché libre canadien depuis l'été 2023 demeure trop récente pour en connaître le taux d'utilisation par la population et les jeunes. Heureusement, pour le moment, la vente de ces produits doit se faire en pharmacie et derrière le comptoir à la suite d'une interaction avec le pharmacien ou la pharmacienne. Sachant que l'industrie du tabac est derrière la mise en marché de ces sachets, il importe de surveiller la consommation de tels produits en dehors d'un usage thérapeutique, tout comme l'usage des autres produits nicotiques.

PROGRÈS CONCRET :

Les indicateurs révèlent une baisse statistiquement significative du taux de tabagisme entre 2023 et 2022 de même qu'entre 2023 et 2020 (ESCC : 11,4 % chez les 18 ans+ en 2023 par rapport à 14,2 % en 2022; EQTPV : 10,6 % chez les 15 ans+ en 2023 par rapport à 12 % en 2020). Le taux de tabagisme chez les élèves du secondaire continue également de baisser progressivement, se situant à 2,3 % en 2023.

En ce qui concerne le vapotage, le taux global en 2023 se situe entre 6,7 % (18 ans et plus) et 8,9 % (15 ans et plus). Or, ce qui compte le plus est le taux chez les jeunes, qui demeure élevé à 14,5 % chez les 15 à 17 ans (bien qu'inférieur au taux de 18,0 % en 2020), et à 15,9 % chez les élèves du secondaire (comparativement à 10,9 % en 2016-2017). Ces données confirment encore une fois la popularité considérable du vapotage nicotinique auprès de la jeunesse québécoise.

2) ENCADREMENT DES PRODUITS DE VAPOTAGE

L'épidémie du vapotage chez les jeunes a suivi la politique de tolérance du gouvernement fédéral face aux ventes illégales des cigarettes électroniques à partir de milieu des années 2000 ainsi que leur légalisation officielle en 2018, et ce, avec un encadrement législatif et réglementaire beaucoup trop permissif. Malgré l'encadrement plus sévère du Québec adopté en 2015, et malgré l'adoption subséquente par le fédéral de divers projets réglementaires visant à restreindre le marketing et certaines caractéristiques des produits de vapotage, le vapotage chez les jeunes au Québec et au Canada n'a pas connu de recul important. Comme l'ont souligné la Coalition et les Médecins pour un Canada sans fumée en s'appuyant sur les données (2023) récemment publiées de l'Enquête canadienne sur la consommation de substances (ECCS), il demeure parmi les plus élevés au monde. Cette nouvelle enquête révèle qu'en 2023, un tiers (31 %) des Canadiens âgés de 15 à 19 ans ont vapoté au cours des 30 derniers jours. Ce taux est grandement supérieur à celui mesuré par les enquêtes précédentes (avec des méthodologies différentes) estimant entre 13 et 15 % au cours des quatre dernières années.

Le projet de règlement fédéral déposé en juin 2021 interdirait tous les additifs, hormis ceux qui sont permis, dont la saveur de « tabac » et (malheureusement) celles de la menthe et du menthol. Outre le potentiel de substantiellement réduire l'attrait et l'usage des produits de vapotage auprès de l'ensemble des jeunes du Canada, la finalisation de cette réglementation aurait également favorisé l'application du règlement québécois qui interdit toutes les saveurs (sauf la saveur « tabac ») : en plus d'assujettir les commerces québécois à l'interdiction fédérale qui interdit les additifs eux-mêmes, les commerces hors Québec ne pourraient plus vendre et livrer des produits aromatisés (autre que la menthe ou le menthol) à des Québécois.

Comme elle l'a fait depuis les trois dernières années, la Coalition (de concert avec ses partenaires antitabac canadiens Médecins pour un Canada sans fumée et ASH Canada) a continué de sonner l'alarme face à l'urgence de mettre en œuvre cette réglementation, allant même jusqu'à inviter la ministre fédérale des Dépendances à finaliser le règlement ou à céder sa place à une personne prête à le faire. Malheureusement, les élections fédérales ont été lancées avant que le projet de règlement ne soit finalisé, suivant vraisemblablement les pressions soutenues de la part du lobby provapotage. Toutefois, la Coalition ne perd pas espoir, ayant notamment obtenu une déclaration du Parti libéral comme quoi ce dernier demeure « en faveur des restrictions sur les produits aromatisés, lesquels sont clairement conçus pour attirer les jeunes ».

Pour ce qui est du règlement québécois, la Coalition avait soumis au printemps 2024 une série de recommandations au gouvernement du Québec pour favoriser son application. Elle a également interpellé le fédéral pour que les autorités compétentes collaborent avec leurs homologues québécois en ce sens, plus particulièrement en vue de pénaliser les fabricants hors Québec qui livrent des produits non conformes au Québec. Malgré plusieurs rappels publics, par écrit ou dans le cadre de réunions au cours des derniers mois, il y a peu ou pas d'indications selon lesquelles ces recommandations sont en voie de réalisation. Ou bien le dénouement des poursuites contre les fabricants et commerces délinquants est trop lent ou bien les amendes sont trop modestes pour provoquer des impacts suffisamment importants sur le chiffre d'affaires des fautifs (ou les deux). En

d'autres mots, les règles québécoises et leur application actuelle n'agissent pas comme mesure dissuasive au non-respect du règlement.

L'État semble vouloir attendre le dénouement des poursuites contre les commerces délinquants — dénouement qui se fait attendre depuis l'entrée en vigueur du règlement à la fin octobre 2023.

Malheureusement, Santé Canada demeure une source privilégiée citée par le [lobby provapotage](#), dont [l'industrie du tabac](#), pour justifier son opposition aux mesures plus contraignantes réclamées par des groupes de santé, de nombreux professionnels de la santé et le [Conseil des médecins-hygiénistes en chef](#) des provinces. En effet, l'organisme concentre ses efforts sur des [campagnes d'éducation](#) destinées aux jeunes (historiquement peu efficaces). Il applique une version déformée de la « réduction des méfaits » aux cigarettes électroniques (soit [celle avancée par l'industrie](#) qui écarte la recherche [de plus en plus volumineuse](#) quant aux importants risques pour santé associés au vapotage et exagère l'efficacité des produits comme moyen de cessation tabagique à l'échelle populationnelle et dans un contexte de vente libre).

PROGRÈS CONCRET : Outre l'entrée en vigueur de la taxe harmonisée sur les produits de vapotage présentée dans la section « mesures fiscales », il n'y a malheureusement pas eu de progrès législatif ou réglementaire concret sur la question des produits de vapotage.

Détails des activités :

- **17 juin 2024 :** Diffusion [d'un communiqué](#) critiquant le sondage boiteux commandité par la Coalition des droits de vapoteurs du Québec (CDVQ) pour faire croire que l'interdiction des saveurs aurait poussé le tiers des vapoteurs à fumer.
- **27 juin 2024 :** Envoi [d'une lettre](#) au ministre des Finances du Québec lui demandant de bâtir sur l'entrée en vigueur de la taxe harmonisée sur les produits de vapotage le 1^{er} juillet 2024 pour renforcer les outils de surveillance et d'application des lois et règlements québécois touchant les produits de vapotage, comme recommandé par le passé.
- **28 juin 2024 :** Diffusion [d'un communiqué](#) faisant état de la demande du 27 juin de la Coalition interpellant le ministre des Finances afin qu'il renforce les outils de surveillance et d'application des règles québécoises concernant les produits de vapotage. (Voir couverture à la [radio QUB](#), [CIEL-MF](#) et [106.9-Mauricie](#))
- **4 octobre 2024 :** Organisation d'une conférence de presse conjointe à Ottawa avec les partenaires antitabac canadiens (communiqué [anglais](#) et [français](#)) appelant la ministre des Dépendances à finaliser le règlement sur les saveurs dans le vapotage ou à céder la place à quelqu'un d'autre pour le faire. (Voir [vidéo CPAC de la conférence](#) ainsi que la couverture médiatique : [CBC](#), [Vidéo-CBC](#), [CBC-Power&Politic](#), [Courriel Laval](#), [Filter Mag](#) et [640—Toronto](#), avec un suivi avec la ministre qui promet une interdiction « bientôt » :

[Radio-Canada-Info](#), [CBC](#), [Vidéo-CBC](#), [Western Standard](#), [True North](#), [Global News](#).)

- **1 et 23 octobre 2025 :** Rencontre avec des fonctionnaires du MSSS pour discuter des stratagèmes de contournements du règlement sur les saveurs, des mesures correctrices préconisées et des précédents reliés, en plus de la nécessité de réviser la loi québécoise pour y incorporer les autres recommandations du [Rapport du directeur national de santé publique de 2020](#).
- **10 octobre 2024 :** Avec la participation d'autres groupes, rencontre avec la ministre fédérale des Dépendances pour parler de l'interdiction des saveurs dans les produits de vapotage.
- **24 octobre 2024 :** Envoi [d'une plainte](#) à Santé Canada concernant les dérogations à la loi fédérale par les commerçants du vapotage. On y exige que les autorités compétentes collaborent avec leurs homologues québécois, notamment pour pénaliser les commerçants hors Québec qui livrent des produits non conformes au Québec, y compris des produits des grands cigaretteiers comme Imperial Tobacco.
- **24 octobre 2024 :** Envoi [d'un complément](#) à une lettre antérieure au ministère de la Santé du Québec soulignant la vente de produits de vapotage non conformes au Québec provenant de l'extérieur de la province.
- **27 octobre 2024 :** Publication d'un article d'opinion conjoint avec les partenaires antitabac canadiens dans [La Presse](#) dénonçant la justification du report de la finalisation du règlement sur les saveurs avancée par la ministre fédérale, dont les problèmes d'application au Québec — alors que dans les faits, l'inaction fédérale contribue aux problèmes d'application du Québec. **30 octobre 2024 :** Diffusion d'un [communiqué](#) soulignant le manque de progrès en lien avec l'application du règlement québécois interdisant les saveurs dans les produits de vapotage. (Voir la couverture médiatique : [Radio-Canada](#), [Vight55](#), [106,9 FM](#), [Les Versants de Mont-Bruno](#), [Journal de Chambly](#), [Vidéo-CBC](#)).
- **30 octobre 2024 :** Rencontre avec l'attachée politique de la ministre des Dépendances pour faire le point sur les pratiques commerciales de l'industrie du vapotage au Canada.
- **31 octobre 2024 :** Publication d'un article d'opinion conjoint avec d'autres groupes de santé québécois dans le [Journal de Montréal](#), [Journal de Québec](#) et sur le site de [TVA](#) pour souligner que le problème d'application de l'interdiction des saveurs est lié aux entreprises « légales » qui contournent la loi.

- **6 novembre 2024 :** Coordination et publication d'un article d'opinion conjoint avec les partenaires antitabac canadiens dans le [Hill Times](#) pour qui dénoncer l'inclusion par la ministre fédérale des Dépendances des arguments fautifs de l'industrie du vapotage en lien avec le marché noir dans sa justification pour le report du règlement.
- **29 nov. 2024 :** Participation à un reportage de [Noovo-Info](#) sur la vente anticipée de produits de vapotage au THC (Cannabis) dans les SQDC, dans le cadre duquel la Coalition a exprimé ses inquiétudes en lien avec la normalisation du vapotage, alors que l'État devrait en premier lieu maîtriser la crise du vapotage nicotinique chez les jeunes.
- **9 décembre 2024 :** Diffusion d'un communiqué conjoint avec les partenaires antitabac canadiens ([en anglais](#) et [en français](#)) réitérant leur appel à la ministre des Dépendances pour qu'elle retire rapidement du marché les produits de vapotage aromatisés, comme elle l'avait promis plus tôt à l'automne.
- **21 janvier 2025 :** Rencontre avec l'attachée de la ministre fédérale des Dépendances pour parler des véritables problèmes d'application de l'interdiction québécoise des saveurs dans le vapotage.
- **22 janvier 2025 :** Diffusion d'un communiqué de presse conjoint avec les partenaires antitabac canadiens ([en anglais](#) et [en français](#)) à l'occasion de la Semaine nationale sans fumée, soulignant le fait que 75 millions de dollars (75 M\$) en recettes fiscales (fédérales) sur les produits de vapotage proviennent des élèves du secondaire. (Voir la couverture médiatique : [CBC](#), [CBC-Radio](#), [Global News Podcast](#).)
- **10 février 2025 :** Envoi d'une [lettre](#) à divers candidats à la chefferie du Parti libéral leur demandant de s'engager à protéger les jeunes contre le vapotage nicotinique dans le cadre de leur campagne.
- **12 février 2025 :** Diffusion d'un communiqué de presse conjoint avec les partenaires antitabac canadiens ([en anglais](#) et [en français](#)) publicisant les résultats de la première édition de l'Enquête canadienne sur la consommation de substances (menée auprès de 36 180 répondants, dont 7 026 jeunes et jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans). Celle-ci révèle qu'un tiers (31 %) des adolescents canadiens âgés de 15 à 19 ans ont vapoté au cours des 30 derniers jours. (Voir couverture médiatique : [Global News Vidéo](#) (1), [Global News vidéo](#) (2), [CBC — Les Coulisses du pouvoir](#), [CKAJ-92.5](#))
- **27 février 2025 :** Rencontre avec fonctionnaires du MSSS pour discuter des stratagèmes de contournements du règlement sur les saveurs, des mesures correctrices préconisées et de la pertinence de moderniser la Loi concernant la lutte au tabagisme.

- **5 mars 2025 :** Envoi d’une lettre, à la veille des élections fédérales, à tous les députés de la Chambre des Communes ([en français](#) et [en anglais](#)) leur rappelant que le projet de règlement restreignant les saveurs n’a toujours pas été finalisé et leur demandant d’interpeller la ministre de la Santé afin qu’elle instaure la réglementation la plus rapidement possible.
- **7 mars 2025 :** Rencontre avec les attachés politiques de la ministre fédérale des Dépendances pour obtenir un état de la situation avant les élections quant à la publication finale du règlement sur les saveurs.
- **27 mars 2025 :** Envoi [d’un questionnaire électoral](#) à tous les partis politiques fédéraux, avec quatre questions sur cinq touchant l’enjeu du vapotage.
- **9 - 10 avril 2025 :** Coordination et réalisation d’un article d’opinion conjoint en anglais et en français avec les partenaires antitabac canadiens lamentant le fait que le projet de règlement sur les saveurs n’a pas été adopté avant le déclenchement des élections fédérales qui a été publié dans les publications suivantes : [Hamilton Spectator](#), [Niagara Falls Review](#), [Waterloo Record](#), [Sainte-Catherine Standard](#), [Peterborough Examiner](#) et [Le Nouvelliste](#).
- **16 avril 2025 :** Diffusion d’un [communiqué](#) pour mettre en garde les médias du fait que la Coalition des droits des vapoteurs du Québec se rabat encore sur son vieux sondage défectueux pour demander aux chefs de partis de s’engager à ne pas abolir les saveurs dans le vapotage.
- **24 avril 2025 :** Diffusion au réseau de supporteurs organisationnels et individuels de la Coalition [du bilan](#) des réponses en lien avec le vapotage provenant des partis politiques à partir de son questionnaire électoral, en plus d’autres prises de position pertinentes.
- **15 mai 2025 :** Rencontre avec l’attaché politique du ministre de la Santé du Québec pour notamment discuter de solutions potentielles en lien avec la problématique de l’application du règlement québécois interdisant les saveurs dans le vapotage.
- **21 mai 2025 :** Participation [à une lettre](#) envoyée à Mark Carney, premier ministre du Canada nouvellement élu, lui demandant de renforcer la Stratégie canadienne de lutte contre le tabagisme à l’aide de nouvelles mesures visant à atteindre l’objectif d’une consommation de tabac inférieure à 5 % d’ici 2035 et à réduire la dépendance à la nicotine, notamment par l’adoption de restrictions complètes sur les saveurs dans les produits de vapotage.

- **26 mai 2025 :** Organisation d’une conférence de presse conjointe avec les partenaires antitabac canadiens ([vidéo de la conférence](#), communiqué [anglais](#) et [français](#)) dans la foulée des élections fédérales, afin de réclamer que la nouvelle ministre de la Santé interdise les saveurs dans le vapotage dans les 100 premiers jours de son mandat. (Voir couverture médiatique : [iPolitics](#) (1), [iPolitics](#) (2), [Global News](#) (1), [Global News](#) (2), [Ottawa Life Magazine](#), [106.9-Mauricie](#), [Radio-Canada Ohdio](#), [Western Standard](#), [TVA Salut Bonjour Weekend](#).)
- **26 mai 2025 :** Publication d’un document-synthèse conjoint avec les partenaires antitabac canadiens (en [anglais](#) et en [français](#)) analysant les données sur le vapotage pour répondre à plusieurs questions pertinentes concernant l’impact de la légalisation des produits de vapotage.
- **2024—2025 :** Démarches pour la réalisation de plusieurs reportages, ou contribution à ceux-ci, sur la question du vapotage, notamment par l’entremise d’entrevues : [CTV](#) (23 octobre), [Radio-QUB](#) (31 octobre 2024), [Noovo-Info](#) (5 novembre 2024), [Journal de Chambly](#) (13 novembre 2024), [Radio-Canada](#) (17 novembre 2024), [Le Quotidien](#) (17 novembre 2024), [L’Actualité](#) (17 novembre 2024), [Noovo-Info](#) (17 novembre 2024), [La Presse](#) (15 décembre 2024), [107.7-Estrie](#) (17 décembre 2024), [Radio-Canada-Ohdio avec Myriam Eddahia](#) (24 janvier 2025), [Radio-Canada-Ohdio — Le matin du Nord avec Éric Robitaille](#) (24 janvier 2025), [Radio-Canada-Ohdio — Sur le vif avec Marie-Jeanne Dubreuil](#) (24 janvier 2025), [Radio-Canada-Ohdio — Pour faire un monde avec Pascale Bouchard](#) (24 janvier 2025), [Radio-Canada-Ohdio — Côte à Côte avec Catherine Paquette](#) (24 janvier 2025), [Western Standard](#) (28 janvier 2025), [Journal de Québec](#) (22 mars 2025), [Journal de Montréal](#) (22 mars 2025), [Radio-QUB](#) (22 mars 2025), [TVA](#) (22 mars 2025), [Radio-Canada grand reportage d’enquête](#) (29 mai 2025), [Téléjournal Estrie Radio-Canada grand reportage d’enquête](#) (22 mars), [Radio-Canada-Ohdio Vivement le retour avec Laurie Dufresne](#) (29 mai).
- **2024—2025 :** Publication et mise à jour régulière d’un [document-synthèse](#) sur les études en lien avec les effets sur la santé du vapotage, destiné aux partenaires, médias et décideurs politiques.
- **2025 :** Publication et mise à jour régulière d’un [document-synthèse](#) exposant les liens entre les groupes provapotage et l’industrie du tabac de même que des groupes anti-réglementation, destiné aux partenaires, médias et décideurs politiques.

3) AUTRES PRODUITS NICOTINIQUES

Sachet de nicotine

À l'automne 2023, la Coalition et ses partenaires canadiens sonnaient l'alarme concernant la mise en marché irresponsable par Imperial Tobacco de ses nouveaux sachets de nicotine « Zonnic ». Ces derniers ont été autorisés par Santé Canada comme thérapie de remplacement de la nicotine (TRN) en vertu du Règlement sur les produits de santé naturels. En réponse à d'autres sorties médiatiques, entrevues, lettres et rencontres, le ministre de la Santé du Canada a enfin instauré en août 2024, par décret, un nouvel encadrement des TRN, notamment pour contrer leur usage à des fins récréatives chez les jeunes. Notons que cette initiative a été rendue possible grâce à l'appui du Bloc Québécois (avec lequel la Coalition a échangé sur ce dossier), le gouvernement étant minoritaire et ne pouvant pas compter sur l'appui des autres partis d'opposition.

Les nouvelles mesures répondent généralement aux demandes de la Coalition et de ses deux principaux partenaires. Ces mesures ont aussi pour effet d'empêcher l'industrie de contourner les politiques appliquées aux TRN par les instances québécoises, telles que l'Ordre des pharmaciens.

Or, avant même que le décret ne soit promulgué, les pouvoirs conférés au ministre par le projet de loi C-69 (loi exécutive liée au budget d'avril 2024) ont été mis en péril par le projet de loi privé C-368 visant à annuler l'assujettissement de certains produits naturels, dont les TRN, de la *Loi sur les aliments et drogues* (LAD). La Coalition a de nouveau travaillé avec le Bloc Québécois et a témoigné devant le comité de la Santé pour réclamer un amendement empêchant le retrait des TRN de la liste thérapeutique de la LAD tel que détaillé dans ses soumissions. Un tel amendement a été adopté avec l'appui des partis d'opposition, mais le projet de loi est ultimement mort au feuillet à cause de la prorogation du Parlement en janvier 2025. Quoi qu'il en soit, la Coalition a contribué à des prises de position politiques qui pourraient servir à protéger la mesure à l'avenir.

Le nouvel encadrement fédéral des TRN représente une immense victoire pour la santé publique, protégeant des générations de jeunes contre la mise en marché de nouveaux produits nicotiniques qui visent à piéger les jeunes et autres non-fumeurs dans une dépendance extrêmement rentable pour l'industrie. L'industrie tente d'introduire des sachets similaires à travers le monde, et, pour nombreux pays, le combat contre la commercialisation de ces produits ne fait que débuter.

PROGRÈS CONCRET : Adoption par décret d'un nouvel encadrement des thérapies de remplacement de la nicotine (TRN) de manière à empêcher la mise en marché irresponsable des nouveaux sachets de nicotine (notamment la marque Zonnic d'Imperial Tobacco). Les nouvelles règles s'appliquent aussi à d'autres TRN administrées par voie orale et homologuée à titre de produits de santé naturels (PSN). Dorénavant :

- Toute nouvelle TRN orale qui est un PSN (y compris les sachets de nicotine) doit être vendue par un pharmacien et conservée derrière le comptoir.
- Aucune nouvelle TRN orale qui est un PSN ne peut contenir des arômes autres que la menthe ou le menthol.
- La promotion de toute TRN, y compris l'étiquetage et l'emballage, est interdite si elle est susceptible d'attirer les jeunes.
- Chaque emballage de TRN doit comporter un avertissement concernant la dépendance à la nicotine et le fait que le produit est destiné au sevrage tabagique pour les adultes.

Détails des activités :

- **10 juin 2024 :** Envoi d'une lettre au vice-président du Comité permanent de la Santé de la Chambre des Communes, alertant ces derniers des répercussions potentielles du Projet de loi C-368 sur la mise en marché des sachets nicotinique.
- **13 juin 2024 :** Coordination et envoi d'une lettre conjointe avec les partenaires québécois aux vice-présidents (bloquistes) des comités permanents des Finances et de la Santé leur demandant de rejeter les amendements qui élimineraient les pouvoirs législatifs permettant la protection rapide des jeunes face aux sachets de nicotine.
- **17 juin 2024 :** Collaboration à la rédaction de deux lettres conjointes avec les partenaires canadiens demandant au Parti vert et au Nouveau Parti démocratique de s'opposer aux amendements au Projet de loi C-69 avancés par le Parti conservateur. Ces amendements auraient pour effet d'éliminer l'autorité du ministre de la Santé de rapidement adopter des restrictions sur les sachets de nicotine.
- **22 août 2024 :** Diffusion d'un communiqué (en français et en anglais le lendemain) soulignant le décret ministériel qui précise les mesures concrètes fédérales à être mises en place par Santé Canada pour resserrer l'aromatisation, la promotion et la vente des sachets de nicotine et autres nouveaux produits de santé naturelle vendus à titre de thérapies pour le sevrage à la nicotine (voir la couverture médiatique : Journal de Montréal, Journal de Québec, TVA et Radio-Canada)
- **30 octobre 2024 :** Rencontre avec les fonctionnaires du département des Produits de santé naturels de Santé Canada, pour parler des modalités touchant la mise en œuvre des nouvelles règles touchant les sachets de nicotine.
- **19 nov. 2025 :** Témoignage au Comité permanent de la santé avec production d'une soumission bilingue (français et anglais) pour plaider en faveur d'un amendement qui maintiendrait le statut thérapeutique réglementé des TRN sous l'égide de la Loi sur les aliments et les drogues et le décret à leur sujet qui en découle).
- **10 mars 2025 :** Rencontre avec Santé Canada pour discuter du besoin d'adopter une approche globale face à la nicotine, notamment en intégrant les produits nicotiniques, comme les sachets et les produits de vapotage dans une législation qui articule clairement les objectifs en matière de réduction des méfaits.

4) MESURES FISCALES

Après avoir [réagi](#) avec consternation à l'annonce de mars 2024 associée aux deux modestes hausses de la taxe-tabac (soit le 12 mars 2024 et le 6 janvier 2025), la Coalition a directement communiqué au ministère des Finances ses fortes préoccupations concernant le modèle de taxation « [modéré et prévisible](#) » privilégié par l'industrie du tabac, tout en réitérant ces mêmes préoccupations dans sa dernière [soumission prébudgétaire](#). La Coalition réclame de nouvelles hausses substantielles, mais annoncées de manière à ce que leur date de mise en vigueur demeure inconnue d'avance. La Coalition a également souligné la pertinence de consolider l'impact de santé publique de la taxation en instaurant des mesures qui empêcheraient l'industrie de manipuler les prix dans le temps et d'un commerce à l'autre.

En ce qui concerne les mesures fiscales touchant les produits de vapotage, la mise en œuvre de la taxe harmonisée sur les produits de vapotage à partir de juillet 2024 représente la seule bonne nouvelle depuis l'été 2024. Malheureusement, le manque de surveillance à l'échelle fédérale, alors que les ventes interprovinciales demeurent permises, contribue à priver le Québec des revenus que la province aurait normalement encaissés.

PROGRÈS CONCRET : La taxe harmonisée sur les produits de vapotage est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2024. La taxe provinciale sur le tabac a subi une modeste hausse de 2 \$ le 6 janvier 2025.

Détails des activités

- **11 déc. 2024 :** Rencontre avec les fonctionnaires du ministère des Finances pour discuter de la taxation du tabac, les questions financières associées aux négociations liées aux litiges sur le tabac et des solutions fiscales potentielles en lien avec la problématique de l'application du règlement québécois interdisant les saveurs dans le vapotage.
- **15 février 2025 :** Soumission [d'un mémoire](#) dans le cadre des consultations prébudgétaires du ministre des Finances.
- **26 mars 2025 :** Diffusion [d'un communiqué](#) réagissant au budget provincial qui ne comporte aucune mesure pour bonifier la lutte contre le tabagisme ni pour contrer le marché illégal des produits de vapotage.
- **28 avril 2025 :** Coordination et envoi [d'une lettre conjointe](#) avec les partenaires antitabac québécois réclamant que 2,7 % des 6,6 milliards de dollars que la province encaissera au cours des deux prochaines décennies découlant de l'entente sur les litiges sur le tabac (soit une somme additionnelle de 30 millions de dollars (30 M\$) par année pendant les cinq prochaines années) soit consacré à 1) accélérer la lutte contre le tabagisme 2) renverser la crise du vapotage chez les jeunes 3) améliorer l'aide et l'accompagnement aux fumeurs qui souhaitent arrêter et 4) mieux lutter contre la vente illégale des produits de vapotage.

- **15 mai 2025 :** Rencontre avec l'attaché politique du ministre de la Santé pour discuter, entre autres, des investissements potentiels en santé provenant des montants destinés aux provinces issus des litiges sur le tabac.
- **26 mai 2025 :** Mobilisation de partenaires en vue d'appuyer [une déclaration](#) en faveur de l'investissement de 2,7 % des montants issus des litiges sur le tabac destinés au Québec dans la prévention du tabagisme et du vapotage chez les jeunes — basée sur la lettre du 28 avril — avec une vingtaine de groupe au 26 mai 2025.
- **31 mai 2025 :** Coordination et diffusion d'un communiqué conjoint ([en français](#) et [en anglais](#)) avec nos partenaires antitabac du Québec à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac, rendant publique la lettre du 28 mai ainsi que la liste des endosseurs de la demande d'investissement associée. (Voir couverture médiatique : [City News](#), [98,5 FM avec Stéphane Boucher](#), [98,5 FM avec Caroline Bertrand](#), [L'actualité](#), [Info-Noovo](#), [Beauce Média](#), [Le Canada français](#), [La Nouvelle union](#), [MSN](#).)
- **2 juin 2025 :** Rencontre avec l'attaché politique du ministre des Finances du Québec pour discuter de la taxation du tabac, des retombées financières pour la province en lien avec l'entente issue des litiges sur le tabac et des solutions fiscales potentielles en lien avec la problématique de l'application du règlement québécois interdisant les saveurs dans le vapotage.

5) PROTECTION CONTRE LA FUMÉE SECONDAIRE

Dans le cadre d'une saga qui a commencé en 2017, trois théâtres se sont vu imposer des amendes pour avoir permis de fumer sur scène. À la suite de plusieurs années de contestation juridique, la Cour supérieure du Québec [a invalidé](#), le 29 mai 2024, les dispositions de la loi interdisant de fumer dans les milieux artistiques intérieurs. Heureusement, le gouvernement du Québec a décidé de faire appel de ce jugement.

PROGRÈS CONCRET : Le gouvernement du Québec [a annoncé](#) son intention de contester le jugement qui a invalidé les dispositions de la loi interdisant de fumer dans les milieux artistiques intérieurs.

Détails des activités :

- **27 juin 2024 :** Envoi d'une [lettre étoffée](#) aux ministres de la Santé et de la Justice du Québec demandant au gouvernement de faire appel du jugement de la Cour supérieure invalidant certaines dispositions de la Loi concernant la lutte au tabagisme, soit celles liées à la fumée secondaire dans des lieux artistiques.
- **27 juin 2024 :** Diffusion [d'un communiqué](#) faisant état de la demande de la Coalition au gouvernement du Québec pour contester le jugement de la Cour supérieure invalidant certaines dispositions touchant la

fumée secondaire. (Voir couverture médiatique : [Le Soleil](#), [Le Droit](#), [Le Nouvelliste](#), [Le Quotidien](#), [La Tribune](#), [La Voix de l'Est](#), [Radio-Canada](#) et le lendemain dans [Le Soleil](#)).

6) AUTRES DOSSIERS FÉDÉRAUX

La Coalition s'est souvent plainte de l'absence de mesures dissuasives efficaces, comme des pénalités financières, en matière d'application des diverses lois et des divers règlements fédéraux. Santé Canada a finalement lancé une [consultation](#) à ce sujet, et la Coalition n'a pas manqué de soumettre [ses recommandations](#).

Détails des activités :

- 8 août 2024 : Soumission [d'un mémoire](#) dans le cadre de la consultation de Santé Canada quant aux modifications proposées au Règlement sur les contraventions qui relève de la Loi sur les contraventions.

7) SURVEILLANCE ET RESPONSABILISATION DE L'INDUSTRIE

Le dossier des litiges sur le tabac est devenu le dossier le plus important de la Coalition en 2024-2025, étant donné son potentiel de transformer complètement le commerce du tabac au pays, notamment par sa capacité d'accélérer la baisse du tabagisme et d'imposer des mesures transformatrices à l'industrie. Malheureusement, le 17 octobre dernier, la Coalition et ses partenaires ont constaté le pire résultat imaginable avec l'annonce de l'entente proposée par le médiateur. Exception faite de l'argent pour indemniser les victimes québécoises, l'industrie du tabac a gagné sur toute la ligne. En effet, contrairement à nos demandes répétées au cours des cinq dernières années, le règlement proposé ne contient aucune mesure visant à accélérer le déclin du tabagisme ou à empêcher le recrutement de nouveaux fumeurs et vapoteurs. Au contraire, il favorise la perpétuation du tabagisme, en rendant les paiements futurs aux provinces conditionnels à la vente de cigarettes. L'entente favorise également le plan d'affaire de l'industrie du tabac qui mise sur le développement et la vente des produits nicotiniques alternatifs, comme les produits de vapotage pour assurer sa rentabilité (plutôt qu'une réduction absolue de l'ensemble de ses ventes), étant donné que les revenus de ces nouveaux types de produits échappent complètement aux obligations financières envers les provinces.

La Coalition et ses deux principaux partenaires sur ce dossier (Médecins pour un Canada sans fumée et ASH Canada) ont vigoureusement dénoncé l'entente proposée, par [communiqué de presse](#), avec des [articles d'opinion](#) et à travers d'innombrables entrevues.

Ayant perdu la bataille pour un règlement prosanté, la Coalition et ses partenaires misent actuellement sur l'entrée de nouveaux fonds auprès des provinces et sur l'obligation en quelque sorte morale de ces dernières, dont le Québec, à bonifier leurs interventions (par l'entremise d'un meilleur financement) des initiatives législatives et fiscales pour accélérer la baisse du tabagisme, notamment [pour contrebalancer](#) le désastre de santé publique que constitue l'entente proposée.

La Coalition s'est attardée sur quelques dossiers relevant du fédéral, dont celui de l'instauration d'une redevance pour les fabricants afin de les faire contribuer au coût des investissements liés au contrôle du tabac. Les pouvoirs législatifs habilitant le ministre à adopter de tels règlements découlent du [projet de loi C-59](#) (loi exécutive pour l'énoncé économique de mars 2023) qui les a ajoutés à la Loi sur le tabac et les produits de vapotage (LTPV). Malheureusement, la loi stipule que les frais recouvrables se limitent à ceux qui sont liés à la réalisation de l'objet de la LTPV. En plus d'avoir communiqué sa position aux fonctionnaires de Santé Canada sur cette question au cours de plusieurs rencontres, la Coalition a soumis [un mémoire](#) dans le cadre de la [consultation](#) afin d'exprimer son appui conditionnel à certaines modifications, sans quoi le recouvrement proposé est appelé, selon nous, à fragiliser davantage les interventions de la lutte antitabac réalisées par le gouvernement fédéral et à faire l'objet d'une longue saga contestation juridique de l'industrie.

En effet, la Coalition réclame une série de modifications dont : (1) l'élargissement des activités couvertes à toutes celles qui découlent de la Stratégie canadienne sur le tabac, (2) le recouvrement du budget d'administration du régime de redevances à l'extérieur de l'enveloppe budgétaire actuelle de la stratégie antitabac fédérale, (3) l'introduction d'une composante au calcul des redevances qui tient compte de l'introduction continue de nouveaux produits et (4) l'assujettissement dès maintenant dans une forme quelconque des produits de vapotage au modèle de redevances.

Ayant contribué [aux efforts](#) récents et par le passé pour instaurer des lignes directrices en lien avec la mise en œuvre de l'article 5.3 de la Convention-cadre de la lutte antitabac (CCLAT), qui cherche à minimiser l'influence de l'industrie du tabac dans le développement des politiques de santé, il importe de noter que Santé Canada a enfin publié des [lignes directrices](#) à l'intention des représentants et des employés de la fonction publique fédérale sur la manière d'interagir avec l'industrie du tabac. Bien qu'elles représentent un pas dans la bonne direction, les lignes directrices sont extrêmement faibles, ne s'appliquant ni aux députés ni aux sénateurs, n'exigeant aucun rapport sur le lobbying et sur les dons politiques de l'industrie, n'incluant pas de registre de l'information rapportée par l'industrie et n'incluant aucun mécanisme de surveillance, de renforcement ou de pénalités.

PROGRÈS CONCRETS :

Adoption du projet fédéral de loi C-59 à la fin juin 2024, qui inclut un amendement à la Loi sur le tabac et les produits de vapotage comprenant le pouvoir réglementaire d'imposer le recouvrement des frais gouvernementaux associés à l'application de cette loi. Adoption le 7 mars 2025 d'un règlement imparfait en ce sens (la Coalition espère y voir une amélioration à l'avenir).

Publication de lignes directrices à l'intention des représentants et des employés de la fonction publique fédérale visant la conformité à l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac. Bien que la publication longtemps attendue de ces lignes représente en quelque sorte du progrès, ces dernières s'avèrent elles aussi extrêmement faibles.

Détails des activités

- **26 — 28 juin 2024** Publication d'un article d'opinion conjoint avec les partenaires antitabac canadiens concernant les failles d'une entente potentielle en fonction des commentaires du premier ministre du Manitoba. Cet article est apparu dans les publications suivantes : [Saskatoon Star Phoenix](#), [Regina Leader Post](#), [Calgary Herald](#) et [Edmonton Journal](#).
- **2—4 juillet 2024 :** Démarches pour la réalisation de plusieurs reportages médiatiques, ou participation à ceux-ci, concernant la lenteur et l'absence anticipée de changement structurant en lien avec les négociations en lien avec les litiges sur le tabac ayant débuté il y a cinq ans, y compris dans les médias suivants : [Globe and Mail](#), [Global News](#), [National Post](#), [Vancouver Sun](#), [North Bay Nugget](#), [The Observer](#), [Ottawa Citizen](#), [Radio-Canada-Ohdio](#) et [CTV](#).
- **28 août 2024 :** Participation à [une lettre conjointe](#) avec les partenaires canadiens à la ministre fédérale des Dépendances réclamant l'instauration de lignes directrices en lien avec la mise en œuvre de l'article 5.3 de la Convention-cadre de la lutte antitabac (CCLAT).
- **19 sept 2024 :** Participation à une réunion de consultation avec les fonctionnaires de Santé Canada concernant le régime éventuel pour le recouvrement des frais de l'État liés aux interventions fédérales de contrôle du tabac et du vapotage.
- **27 sept 2024 :** Coordination et diffusion d'un communiqué conjoint avec les partenaires canadiens ([en français](#) et [en anglais](#)) soulignant leurs craintes comme quoi le règlement sera potentiellement favorable à l'industrie du tabac sur la base de certaines déclarations de cette dernière. (Voir couverture médiatique : [Radio-Canada](#).)
- **10 octobre 2024 :** Soumission [d'un mémoire](#) dans le cadre de la consultation-cadre de Santé Canada pour le recouvrement des coûts liés au tabac.
- **17 octobre 2024 :** Coordination et diffusion d'un communiqué conjoint avec les partenaires canadiens ([en français](#) et [en anglais](#)) dénonçant l'entente finale issue des litiges sur le tabac, notamment pour le gaspillage par les provinces d'une occasion unique et historique pour mettre fin à l'industrie du tabac. (Voir couverture médiatique : [chronique santé dans le Globe and Mail](#), [Journal de Montréal](#), [Journal de Québec](#), [TVA](#), [Le Devoir](#), [La Presse](#), [La Presse \(2\)](#), [CTV](#), [Globe and Mail](#), [Globe and Mail \(2\)](#), [BBC](#), [Radio-Canada-Info](#), [Radio-Canada-Info \(2\)](#), [CBC](#), [Times Colonist](#), [City News](#), [Everything GP](#), [Radio-Canada-Ohdio](#), [Radio-Canada-Ohdio \(2\)](#), [Winnipeg Free Press](#), [En Beauce](#), [York Region](#), [Inside Halton](#), [Niagara Falls Review](#), [The Tyee](#) et [CPAC-L'Essentiel](#), [93.3-BleuFM](#).)

- **14 novembre 2024** : Coordination et envoi d'une lettre conjointe ([en anglais](#) et [en français](#)) avec nos partenaires antitabac canadiens demandant au gouvernement du Canada de voter contre l'entente proposée entre Imperial Tobacco et ses créanciers, le gouvernement canadien étant un créancier dans le cadre des négociations.
- **20 nov. 2024** : Coordination et diffusion d'un communiqué conjoint avec les partenaires antitabac canadiens ([en français](#) et [en anglais](#)) invitant le gouvernement fédéral à voter contre l'entente proposée issues des négociations associées aux litiges sur le tabac.
- **12 déc. 2024** : Coordination et diffusion d'un communiqué de presse avec nos partenaires antitabac canadiens ([en anglais](#) et [en français](#)) condamnant les provinces pour avoir capitulé face à l'industrie du tabac en approuvant un plan de règlement qui sacrifie l'intérêt public aux dépens de la survie et la prospérité de l'industrie. (Voir la couverture médiatique : [Journal de Montréal](#), [Journal de Québec](#) et [TVA](#).)
- **3 janvier 2025** : Coordination et publication d'un article d'opinion conjoint avec les partenaires antitabac canadiens dans [The Gazette](#) réclamant de nouvelles mesures solides et audacieuses pour contrer le tabagisme et le vapotage chez les jeunes à la lumière de l'entente honteusement favorable à l'industrie.
- **7 mars 2025** : Diffusion [d'un communiqué](#) qui commente le règlement final en lien avec le recouvrement qui oblige l'industrie du tabac à assumer une partie des coûts antitabac, notamment pour souligner que le recouvrement devrait couvrir l'ensemble des interventions sur le tabac et inclure les dépenses associées au vapotage.
- **2024-2025** : Démarches pour la réalisation de couverture médiatique, ou participation à celle-ci, en lien avec les litiges sur le tabac, particulièrement en lien avec les demandes des groupes antitabac, dont la Coalition : [Cambridge Today](#) (16 juin 2024) ; [95.7HYK](#) (17 juin 2024) ; [Radio-Canada](#) (24 septembre 2024), [ICI-RC](#) (18 octobre 2024), [Globe and Mail](#) (28 janvier 2025), [RDNewsNow](#) (28 janvier 2025), [Bay Today](#) (28 janvier 2025), [DH National](#) (29 janvier 2025), [ICI-Radio-Canada](#) (7 mars 2025), [Radio-Canada-INFO](#) (8 mars 2025),

8) CONFÉRENCES, AUTRES PRÉSENTATIONS, COMITÉES et VARIA

Dans le cadre de l'histoire plus large de la lutte contre le tabac, il importe pour la Coalition de souligner le décès du regretté Neil Collishaw, un des plus grands collaborateurs de la Coalition, notamment à titre de directeur de la recherche des Médecins pour un Canada sans fumée :

- **15 octobre 2024 :** Diffusion d'un communiqué ([en français](#) et [en anglais](#)) commémorant la vie et les immenses réalisations de Neil Collishaw, un pionnier mondial de la lutte contre le tabac qui est décédé le 10 octobre 2024. Entre autres, il était le principal instigateur de la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'OMS. Heidi Rathjen, codirectrice de la Coalition, a énoncé [cet hommage](#) à Neil en lien avec sa carrière antitabac lors de ses funérailles. Voir aussi cet article à sa mémoire publié dans le [Globe and Mail](#).

Comme d'habitude, les codirectrices de la Coalition continuent de participer à diverses conférences ou formations en tant que participantes ou présentatrices, notamment pour promouvoir nos objectifs législatifs en lien avec la lutte contre le tabac et le vapotage chez les jeunes, en plus de l'action pour l'intérêt public en général. La Coalition révise les textes d'Info-tabac en offrant des conseils, sans pour autant avoir le dernier mot sur les articles définitifs. Elle procède également au besoin à l'envoi de notes d'information et de remerciement à ses partenaires et aux gens ou organismes qui l'appuient, y compris une revue de presse quotidienne qui collige les nouvelles sur le tabac et le vapotage du monde entier (disponibles sur l'Internet).

Détails des activités

- **2024-2025** Participation à de multiples entrevues sur des sujets autres que ceux énumérés plus haut :
- **2024-2025** Participation à titre d'invité à différents travaux de recherches en lien avec les champs d'action ou d'expertise de la Coalition.
- **15 avril 2025 :** Soumission [d'un mémoire](#) dans le cadre des consultations cherchant à « identifier les actions de prévention qui pourraient améliorer la santé et le bien-être de la population québécoise et y accorder la priorité » du ministre de la Santé du Québec.
- **9 mai 2025 :** Participation au Forum Prévention en santé piloté par le ministère de la Santé et des Services sociaux.
- **23-26 juin 2025 :** Participation et présentations dans le cadre de la [Conférence mondiale sur la lutte antitabac](#) en Irlande, notamment sur les sujets suivants : 1) [l'expérience du Québec en matière d'interdiction des arômes caractérisants dans les produits de vapotage](#), 2) [l'expérience du Canada en matière de réglementation des produits de vapotage tout en luttant contre le tabagisme et la dépendance à la nicotine](#), 3) [l'expérience canadienne en matière de sachets de nicotine: un rappel de la nécessité d'un cadre national global en matière de nicotine](#).
- **30 août 2024 :** Conférencière dans le cadre d'un cours de médecine à l'Université McGill sur le plaidoyer en faveur de l'intérêt public.
- **2024—2025 :** Conférencière dans le cadre des stages en santé publique des internistes de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal quant aux divers enjeux entourant les produits de tabac et de nicotine.